



Mission régionale d'autorité environnementale

Centre-Val de Loire

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
(MRAe) Centre-Val de Loire, après examen au cas par cas, sur
la modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme
d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien (28)**

n° : 2021-3181

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Centre-Val de Loire, qui en a délibéré collégalement le 30 avril 2021 ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) du 11 août et du 21 septembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien (28), approuvé le 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis n°2021-3123 du 8 février 2021 de la MRAe relatif au projet de plateforme logistique de la Société PANHARD DEVELOPPEMENT ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2021-3181 (y compris ses annexes) relative à la modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme, d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien (28), reçue le 11 mars 2021 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 19 avril 2021 ;

Vu la délibération de Christian LE COZ, Corinne LARRUE, Isabelle LA JEUNESSE, François LEFORT, membres de la MRAe ;

Considérant que la modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien (28) consiste à assouplir le règlement du PLU en ce qui concerne le calcul des places de stationnement qui accompagnent les entrepôts ;

Considérant que la modification a pour objet de prévoir dans le règlement la création d'une place par tranche de 300 m² de surface de plancher affectée à l'usage d'entrepôt (contre 100 m² actuellement) ;

Considérant que cette modification du PLU intervient dans le cadre de l'implantation de l'entrepôt logistique de la société PANHARD DEVELOPPEMENT pour lequel l'autorité environnementale a rendu l'avis susvisé ;

Considérant qu'au regard de la surface d'entreposage de ce projet (77 000 m²), la modification du document d'urbanisme permettra de limiter d'environ 12 500 m² la surface destinée au stationnement au sein du projet et donc la consommation d'espace ;

Considérant que la modification du PLU porte uniquement sur l'activité d'entrepôt et logistique dont les zonages concernés sont UX, UXc, UYc, et 1AUx ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-dessus et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme d'Auneau-Bleury-Symphorien (28) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme d'Auneau-Bleury-Symphorien (28), n° 2021-3181, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°6 du plan local d'urbanisme d'Auneau-Bleury-Symphorien (28) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de mise à disposition du public.

Fait à Orléans, le 30 avril 2021,

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Centre-Val de Loire,
son président



Christian Le COZ

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale Centre-Val de Loire
DREAL Centre Val de Loire
5 avenue Buffon
CS96407
45064 ORLEANS CEDEX 2

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.